
LE FONDS Solidarité SUD



**Cahier souvenir du rendez-vous du 10^e anniversaire
du Fonds Solidarité Sud – le 11 octobre 2019**

**Un fonds présent dans sept régions du Québec,
sept partenaires au Sud dans cinq pays
et des partenaires stratégiques au Nord**

Cahier de textes souvenir de notre 10^e anniversaire 2010-2020



La soixantaine de participants.es au rendez-vous du 10^e anniversaire

Morceaux d'histoire du Fonds Solidarité Sud (2010-2020)

Eh oui, 10 ans déjà ! La dizaine de personnes qui ont démarré le Fonds il y a un peu plus de 10 ans n'avaient pas espéré se rendre aussi loin : présence dans 5 pays du Sud, sept équipes régionales (avec un bassin de 250 donateurs), un fonds de dotation inaliénable à la hauteur de \$400 000 et du capital différé pour au moins \$1 million et demi (surtout des polices d'assurances-vie) de même que des partenariats solides et durables avec d'autres organisations qui nous ont mené à la création du FISIQ (Fonds d'investissement solidaire international du Québec), un fonds de développement dédié à des projets socioéconomiques dans des communautés du Sud, lequel disposera de \$8 millions (grâce à l'apport de \$3 millions de Québec et de \$4 millions des fonds de travailleurs québécois) afin de mener à bien cet indispensable travail de solidarité économique des organismes de coopération internationale (OCI) québécois avec leurs partenaires du Sud.

Il s'avère en effet qu'avec les années, et un minimum de lucidité et de distance, nous avons appris à **travailler dans le temps long**, à ne pas se laisser bousculer par la réponse aux urgences sociales, à ne pas être de façon principale des pompiers de service mais bien des architectes du développement. Dans le cas qui nous occupe, l'enjeu qui est le nôtre a été et est toujours celui du développement d'une solidarité internationale durable répondant au double défi d'aujourd'hui : fournir tout à la fois des assises économiques au développement social de communautés de plus en plus laissées à elles-mêmes, tout en accompagnant leur transition sociale-écologique.

***Notre mouvance en matière de solidarité internationale est celle
de la transition sociale-écologique et de la finance solidaire
C'est ce qui marque la première décennie de notre organisation.***

1. La finance solidaire a marqué notre approche de développement des communautés

Après 10 ans le Fonds Solidarité Sud a désormais une histoire. Et nous sommes depuis le début du bon côté de l'histoire : **celle des assises économiques propres des mouvements sociaux** (groupements paysans, coopératives, syndicats, organisations communautaires, groupes de femmes...); **celle de rencontres internationales** qui comptent comme les sommets internationaux du mouvement Desjardins et de l'Alliance coopérative internationale (ACI), celles du Mont-Blanc (aujourd'hui Forum international de l'ÉSS) ou celle d'INAISE (*voir annexe 1*), une association internationale de finance solidaire ; **celle d'une présence dans le Sud** avec des partenaires qui s'inscrivent dans un développement économique local à finalité sociale et dans une transition sociale-écologique de leurs communautés : semences locales, commerce équitable du café et/ou du cacao, gestion durable d'une forêt, finance solidaire par système de prêts rotatifs pour des fermes familiales, économie circulaire croisant production, transformation et distribution dans des circuits courts, accès à l'électricité par le solaire, gestion des déchets dans les quartiers populaires.

Présence au Sud dans 5 pays – le Sénégal, Haïti, le Honduras, le Pérou et le Bolivie - des projets locaux **avec cependant des objectifs de changement d'échelle**, de mise en place de conditions pour que nos partenaires grandissent, augmentent leur impact. À cet effet, nous avons travaillé les cinq dernières années à donner une nouvelle impulsion à une **véritable solidarité économique internationale du Québec** par la mise en route dès 2013-2014 d'un fonds de développement entièrement dédié à des projets socio-économiques au Sud (comme nos fonds de travailleurs ici) qui donne naissance aujourd'hui au **FISIQ**.

Projets avec nos partenaires du Sud : « On entend le fracas des arbres qui tombent, mais pas le murmure de la forêt qui pousse »

(Proverbe africain)

Nos projets ne s'inscrivent pas dans l'urgence humanitaire, mais dans le développement durable et structurant des organisations paysannes, des coopératives agricoles et forestières et des associations de jeunes et de femmes. Ces projets visent aussi à contrer les conséquences négatives des changements climatiques, tout en générant à terme de meilleurs revenus à nos partenaires. **C'est dans cette perspective que nous travaillons depuis bientôt 10 ans.**



Haïti

Rendez-vous annuel

Sénégal

Honduras

Mobiliser l'épargne d'ici au service de projets économiques au Sud : le FISIQ

L'épargne solidaire, c'est investir pour changer le monde



*Le soutien des communautés du Sud, notamment pour **financer leurs infrastructures économiques locales**, commande un financement par prêts. Jusqu'à récemment, la **coopération Nord-Sud du Québec n'avait pas encore ce qu'il faut pour le faire**. Tout ou presque passait par le don, des subventions et de la prestation sociale de services. Or la demande de partenaires du Sud pour financer des projets d'infrastructures économiques locales se présentait dans un grand nombre de situations depuis déjà un bon moment. Cela supposait que le Québec, pour y répondre, fasse appel à la finance solidaire et de nouveaux dispositifs permettant d'avoir une **politique de prêts et de garanties de prêts s'appuyant sur des pratiques avérées** à la manière des fonds de travailleurs que nous avons depuis plusieurs décennies. D'où le projet du FISIQ.*

*L'important est que les OCI travaillent à diversifier leurs actions en intervenant dans l'avenir sur le terrain économique. **L'idée principale est donc de mobiliser l'épargne d'ici** pour aider à constituer un tissu productif indispensable à la constitution d'assises économiques dans les communautés là où les banques ne vont pas et ainsi donner accès au crédit et à l'investissement aux organisations qui n'y ont pas accès. (Favreau et Fréchette, 2019)*

La finance solidaire dans nos propres rangs

Nous cherchons aussi à être des gens prévoyants. Voilà pourquoi nous disposons d'un **capital différé** s'approchant aujourd'hui du million de \$ seulement en polices d'assurances-vie (sans compter les legs testamentaires) et d'un **fonds de dotation de plus de \$400,000** inaliénable mais dont les intérêts et dividendes peuvent être utilisés pour les projets de nos partenaires au Sud. Parce que nous savons que les changements sociaux importants se font sur le temps long...et que la solidarité internationale dans laquelle nous sommes engagés sera celle des nouvelles générations auxquelles nous voulons laisser les moyens de travailler à plus grande échelle que la nôtre.

Cette finance solidaire à l'interne n'aurait pas été possible sans la **contribution de nos équipes régionales**. Peu nombreux par équipe, les quelques 40 membres des sept équipes sont d'un engagement et d'une constance exemplaire. Mentionnons ici que notre organisation n'est composée que de bénévoles (que nous préférons appelés « militants »). Pas d'employé salarié, pas de locaux à nous, mais de nombreuses collaborations partout : ici une Caisse d'économie solidaire Desjardins, là une Coopérative de développement régional, ou encore un Carrefour Jeunesse Emploi (CJE) ou les services internationaux d'un cégep, ou un centre communautaire et même un OCI qui fusionne avec le Fonds. Mentionnons que nous disposons des services sans frais d'un conseiller juridique et d'un courtier d'assurances. Il importe aussi de souligner que nous sommes partis de rien, sans aucun financement public. Ce que nous sommes en train de bâtir avec notre fonds de dotation, c'est une organisation autonome maître de ses choix, de ses projets et de ses partenaires.

Simultanément, par les engagements sociaux de plusieurs de nos membres, **nous avons beaucoup appris ces dernières années de la coopération internationale québécoise de proximité**. Nous avons beaucoup appris aussi **de l'organisation des communautés locales ici au Québec** qui par ses mouvements (syndicalisme agricole, organisations syndicales des travailleurs, coopératives agricoles, caisses d'épargne et de crédit, mutuelles d'assurances, associations de femmes, etc.) ont su se débrouiller lorsqu'elles étaient laissées à elles-mêmes. Et nous avons beaucoup appris **de nos partenaires du Sud**. Deux expériences marquantes parmi tant d'autres : a) le séjour d'un certain nombre d'entre nous à Dakar et à St-Louis au Sénégal en 2011 et notre collaboration avec un partenaire, l'UGPM, une organisation paysanne qui a su électrifier au solaire les 90 villages de sa région ; b) ou encore dans le Pérou de Villa el Salvador, un bidonville de 350 000 habitants, là où sont nées les cuisines collectives les mieux organisées et les plus combatives du pays grâce à une fédération des femmes particulièrement allumée. Et bien d'autres expériences de membres de nos équipes dans le Chili d'Allende, au Burkina-Faso, en Haïti, au Salvador, au Mali ou ailleurs dans le Sud. Nous avons enfin beaucoup appris en matière de solidarité internationale de **nos partenaires d'ici** que sont l'UPA DI et SOCODEVI.

Dix ans, c'est riche de plein d'expériences dont il faut rendre compte. C'est néanmoins une histoire bien courte. Et nous sommes encore bien petits comme organisation face aux enjeux mondiaux auxquels nous sommes présentement confrontés : l'urgence climatique, l'insécurité alimentaire, le catastrophique sous-emploi des jeunes dans les pays du Sud... mais aussi lorsqu'on compare notre taille à plusieurs autres OCI québécois.

« La transition écologique, un beau projet politique. Pourquoi hésiter » dit l'économiste Gaël Giraud



...Il est possible de construire des sociétés résilientes aux désastres qui nous attendent... Réagir passe donc d'abord par la transition écologique, un formidable projet politique et social... On a devant nous un projet qui donne du sens... un projet créateur d'emplois... qui peut organiser de la poly agriculture paysanne, ...qui peut aménager le territoire autour de petites villes... qui peut mettre en route une économie de circuits courts... une mobilité verte de transports collectifs... un verdissement des processus industriels et agricoles...

Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement, extraits d'une entrevue pour l'OBS, semaine du 18 au 24 août 2016, p.54 à 57

La transition écologique n'est pas une option au Fonds Solidarité Sud. Et elle ne l'est plus pour un nombre croissant de personnes. Elle s'impose plus que jamais à tous les mouvements et à toutes les institutions dans tous les pays au Nord comme au Sud. Les périls qui pèsent pour l'avenir de la planète (dérèglement climatique, pollutions diverses et effondrement de la

biodiversité), tout particulièrement dans les pays du Sud, plus vulnérables que les autres, doivent être conjurés sans attendre. L'appel aux pouvoirs publics par un plaidoyer de justice climatique ne suffit pas. Encore moins l'appel à la vertu par des changements dans notre mode de vie (manger moins de viande, moins prendre l'avion...). **Il faut des changements structurels** et ceux-là commencent par les assises économiques des communautés locales adossées à une transition écologique : une agriculture écologiquement intensive, la gestion durable des forêts, l'électrification des villages par le solaire (et autres énergies renouvelables), la gestion de l'eau et des déchets... Ce sont là des exemples du type de développement qui nous importe aujourd'hui. C'est possible parce que **notre épargne mobilisable est abondante**. Encore faut-il la canaliser dans des investissements placés aux bons endroits tout en forçant les pouvoirs publics à aller vers des investissements qui doivent croître tout en se retirant des investissements nuisibles.

La transition sociale-écologique de tous les pays doit s'inscrire dans un *New Deal* vert mondial

Nous le disons depuis un bon moment dans nos organisations qu'il faut changer de modèle et aller vers un *New Deal* vert. Voilà qu'enfin un récent rapport de l'ONU vient d'avancer dans cette direction :

« Le monde doit repenser complètement son modèle de croissance économique pour mieux répondre aux problèmes environnementaux et de développement, a indiqué mercredi la CNUCED, un organisme onusien, dans un rapport prônant un « New Deal vert mondial ». La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement fait ainsi référence au New Deal du président américain Franklin Roosevelt, qui avait permis de sortir l'économie américaine de la Grande Dépression dans les années 1930 ». Selon les économistes de la CNUCED, une augmentation annuelle des investissements verts de l'ordre de 2 % de la production mondiale — environ 1700 milliards \$US, c'est-à-dire un tiers seulement de ce que les États dépensent actuellement pour subventionner les combustibles fossiles — pourrait entraîner la création nette d'au moins 170 millions d'emplois à l'échelle mondiale. Source : Devoir, 26 septembre 2019

C'est **une avancée majeure** dans les institutions internationales que d'annoncer pareille chose. Ce qui n'est pas étranger au travail souterrain rendu possible par les principaux acteurs de l'Accord de Paris (2015) et aujourd'hui par les mobilisations massives de jeunes et de moins jeunes à travers le monde.

Notre choix c'est de miser sur la « biodiversité économique » en mettant surtout de l'avant la place des économies de proximité et les initiatives de l'économie coopérative et solidaire, lesquelles se sont progressivement affirmées au cours des deux dernières décennies comme levier important de développement local solidaire et durable au Québec comme un peu partout dans le monde. Cette économie représente 10% des emplois au niveau mondial, 10% du PIB mondial, 10% de la finance mondiale. Ça change le monde surtout si on y favorise l'inter-coopération tout en occupant une plus grande place dans l'espace public. Ce que cette économie à finalité sociale ne fait pas suffisamment.

Solidarité internationale, urgence écologique et finance solidaire : Les événements et les influences qui ont marqué notre histoire de 2010 à aujourd'hui

Dans les OCI et les mouvements du Québec

Dans les États du monde

<p>2010-2011 : Les OCI québécois dans la tourmente. Les années de plomb du gouvernement Harper en matière d'aide publique internationale.</p>	<p>2009 : Échec des États à Copenhague. Les mouvements sociaux en tirent une leçon et prennent les devants.</p>
<p>2011-2012 : Croisement d'organisations de la finance solidaire avec l'urgence écologique et la solidarité internationale : le Rendez-vous de la Caisse d'économie solidaire et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) en 2011</p>	<p>2012 : Rio+20 et l'ÉSS. L'économie sociale et solidaire (ÉSS) prend sa place dans la réponse à l'urgence écologique au plan international. Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) exercent une présence active.</p>
<p>2014-2015 : Croisement de la finance solidaire et d'OCI dans le cadre du 2e Sommet Desjardins/ ACI. Rencontre sur la transition sociale-écologique et le rôle que peut jouer la finance solidaire. ...Vers la création du FISIQ avec un groupe de travail de l'AQOCI.</p>	<p>2015 : L'Accord de Paris marque le pas dans la relance des États face à cette urgence. 2016 : Élections aux États-Unis des Républicains. Le frein et le blocage de la réponse mondiale à l'urgence écologique par les États.</p>
<p>2018-2019 : le FISIQ naît d'une collaboration d'une douzaine d'OCI et des fonds de travailleurs avec l'appui du MRIF. Projets socioéconomiques avec un potentiel de changement d'échelle de notre coopération. Une force de frappe préventive en chantier.</p>	<p>2019 : Le grand choc des rapports du GIEC et la mobilisation internationale des jeunes (Greta)...et des moins jeunes le 27 septembre. 2019, l'année de de la mise en avant des pactes pour une transition écologique dans tous les secteurs : énergie, transport, agriculture, etc.</p>

2. Témoignages de ceux et celles qui ont bâti ou contribué à bâtir le Fonds Solidarité Sud

Témoignages du Sud : du Sénégal et du Pérou

Sambou Ndiaye, sociologue, maître de Conférences Université Gaston Berger, Saint Louis



Le Fonds Solidarité Sud nous apparaît d’Afrique comme la nouvelle marque de cette solidarité internationale à visage humain qui cherche à dépasser l’humanitaire en vue d’appuyer des dynamiques endogènes de construction d’économies de proximité misant sur le développement durable...Les projets en faveur des femmes (à l’instar du projet pour les apicultrices de la Casamance) non seulement contribuent à leur autonomisation socioéconomique, mais surtout à l’amélioration des conditions de vie des enfants et enfin, à la régénération de la forêt. Au regard de leur impact dans le renforcement de la productivité agricole, la distribution de semences certifiées à plus de 2000 fermes familiales de Ngay Mékhé, participe au renforcement des micro entreprises familiales (qui concentrent plus de 75% du tissu agricole), à la reconstitution du capital semencier largement impacté par la désertification et les mauvaises politiques agricoles et enfin, offre une soupape de sécurité alimentaire pour les populations de cette zone...

En fin de compte, le FSS nous a tendu la main alors que nous étions gagnés par un sentiment de désespoir pour nous pousser à aller de l’avant, résistant ensemble aux désastres d’un monde néolibéral et cherchant à construire un autre monde...

Humberto Ortiz Roca, économiste, ex-président du Groupe d’économie solidaire du Pérou (GRESPE)



Realmente el FSS es una creación muy original y sostenible y representa un esfuerzo enorme de generosidad y a la vez el asumir la economía solidaria como realmente un “proyecto de vida”. En el caso del Perú, la experiencia de PRODIVCOM en Cayac, Departamento de Ancash, norte peruano, se inscribe en esa perspectiva transformativa y solidaria en el terreno de la agroforestería en la artesanía y el empoderamiento de las mujeres, la vigencia de sus derechos y generando un verdadero “sistema” local de articulación solidaria cooperativa, económica y ética... Procesos como el descrito nos hacen recordar el conjunto de experiencias de base, muchas de ellas conducidas por mujeres y que dieron lugar al primer Simposio Internacional “Globalización

de la Solidaridad” en Lima, en Julio de 1997, hace ya 22 años y que ha motivado la creación de toda una red muy activa en varios continentes

Témoignages de membres et de sympathisants qui sont des contributeurs/ donateurs au Fonds

Robert Favreau, cinéaste, réalisateur du film *Un dimanche à Kigali* (2006)



Quoiqu'on dise, quoiqu'on pense, nous sommes privilégiés. Mais plutôt que de s'en culpabiliser, pourquoi ne pas plutôt en partager un tant soit peu les bénéfices? Le Fonds Solidarité Sud fait beaucoup avec peu, prenant appui sur les forces vives d'économies émergentes pour les aider à créer leur propre richesse.

Grâce aux fonds que nous leur faisons parvenir, ils retrouvent fierté et indépendance plutôt que soumission et dépendance. Nos contributions leur sont précieuses. Continuons à leur tendre la main – et de plus en plus! Ils en ont besoin.

Note : Robert Favreau contribue au Fonds par une police d'assurance-vie

Michel Leclerc, géographe, artisan de longue date de la coopération internationale québécoise des cégeps, équipe de Québec



Luc Lacroix (Outaouais), Michel Leclerc et Roger Lecourt (Québec), Ernesto Molina (Estrie)

Je suis un accroc du FSS. Quand il y déjà près de quatre ans, on m'a demandé de participer à la création de l'équipe régionale de Québec, je suis devenu immédiatement accroc. Après une longue carrière consacrée en grande partie à la coopération internationale, j'ai vu là une occasion unique de participer encore à des actions de coopération cette fois-ci sous un jour nouveau. Je suis d'autant plus devenu accroc que le financement recueilli sert à 100% aux populations locales, bonifie des projets existants et porteurs, s'engage dans des projets d'économie sociale et solidaire. Tellement accroc que j'ai décidé de « coucher » le FSS sur mon testament ; malheureusement pour le Fonds, cependant, j'ai décidé que mon legs ne surviendrait pas dans un « avenir prévisible ».

Témoignage Luc Lacroix (travail social, UQO) et Martine Morissette, directrice du CJEO, équipe de l'Outaouais

Le FSS a constitué la trouvaille que nous cherchions. Nous souhaitions apporter une contribution durable au développement de communautés du Sud, mais n'avions pas trouvé un véhicule totalement fiable pour le faire. De par sa gestion et son mode de fonctionnement, le FSS nous est apparu comme étant la formule recherchée. La suite n'a fait que confirmer que nous avons trouvé une solution sûre à notre dilemme.

Nous étions entre autres rassurés par la vision et les valeurs de la CRDC concernant le développement des communautés. La CRDC considère qu'il n'y a pas de développement durable et structurant de nos sociétés, au plan local et à toutes les échelles, sans assises économiques. Concrètement, cette vision amène le FSS à concentrer ses contributions dans des projets comme l'organisation de groupements paysans, de coopératives agricoles, de mutuelles d'épargne et de crédit, les unes comme les autres accordant beaucoup d'importance aux jeunes et aux femmes. Cette vision est aussi ce qui nous a rapprochés du CJEO. De par sa nature, le CJEO est animé par la cause des jeunes, celle de leur insertion socio-économique dans la communauté, dans notre région et au Québec mais aussi à l'international. C'est là un des fils conducteurs de notre équipe : une insertion durable et des emplois de qualité pour les jeunes.



En 2018 le CJEO décide de nous donner \$3 000 par année pendant 3 ans

Témoignage de Michel Blondin, ex-conseiller syndical à la formation à la FTQ et au Fonds de solidarité de la FTQ, ex-coopérant en Bolivie et très actif à SUCO à une certaine époque



Quand le FSS m'a approché il y a presque 10 ans pour que j'apporte mon soutien et mon appui au très jeune Fonds Solidarité Sud, j'ai dit oui immédiatement. Enfin, une forme de soutien à des pays du Sud qui n'est pas axée sur l'urgence. Et cela rejoignait des choix qui avaient éclairé toutes mes actions passées. Le projet du Fonds Solidarité Sud propose de développer l'autonomie d'organisations économiques communautaires en fournissant des fonds et de l'expertise pour que cette autonomie prenne forme et dure. Et pour que ces mêmes fonds puissent soutenir la même approche à répétition. Le projet du FSS rejoignait ce que j'avais toujours cherché à faire dans ma carrière en éducation populaire. J'ai œuvré à mettre en œuvre le développement de personnes et de

mouvements aussi bien ici dans le mouvement communautaire (avant le nom et encore maintenant), dans le mouvement syndical et en Amérique latine.

À mon retour d'Amérique latine, où j'ai vécu presque trois ans à titre de coopérant, je suis devenu responsable du SUCO de ce moment-là. J'ai contribué à transformer cet organisme centré principalement sur l'envoi de coopérants en une organisation de solidarité internationale en appui aux luttes de gens et de groupes de plusieurs pays du Sud. Le Fonds Solidarité Sud propose une nouvelle forme stimulante de solidarité avec le Sud. Cela rejoignait aussi le travail que j'avais fait dans mon engagement au Fonds de solidarité de la FTQ, lequel a aussi servi d'inspiration aux initiateurs du FSS. C'est ainsi que le Fonds Solidarité Sud me parle beaucoup.

Je souhaite longue vie au Fonds Solidarité Sud et au FISIQ.

Témoignage de Jeanne Dancette, équipe de Montréal, coopérante volontaire Agro-Innov (FSS et UPA DI)



Un an après mon arrivée au Fonds Solidarité Sud, je me retrouve l'année suivante en août 2017 avec trois autres coopérants bénévoles pour une première mission à Baptiste en Haïti, dans le cadre d'un projet du FSS avec l'UPA DI pour établir le tableau des besoins et ressources de la communauté afin de déterminer ce que pourrait soutenir le FSS dans cette région où l'UPA DI travaille déjà depuis deux ans avec une organisation partenaire, l'Union des coopératives caféières de Baptiste (UCOCAB). Deux autres missions auront lieu : en février 2019 (Jeanne Dancette et Marie-Rose Fragé) pour vérifier l'intérêt des communautés pour le projet; et en mars 2019 (Gloria Fernandez et Anny Allary des Cuisines collectives St-Roch) pour commencer les formations en cuisine collective... La réceptivité et la mobilisation furent au-dessus de nos attentes. Peu à peu naît un projet d'économie circulaire que défendent tant le FSS que l'UPA DI dans la région de Baptiste : des cantines scolaires, appuyées sur des cuisines collectives - pilier central de l'organisation des femmes des communautés rurales autour d'un travail collectif -, elles-mêmes appuyées sur l'augmentation de la production maraîchère et la structuration d'un marché local à l'initiative d'une coordination de 8 coopératives, UCOCAB.

Témoignage de Sylvie Beaugard, équipe Montérégie Est, membre du conseil d'administration



Depuis toujours, le sort de la planète nous préoccupe, mon conjoint et moi. Nous savons que, à quelque part, nous sommes responsables, vivant dans une société d'abondance, de ce qui se passe au Sud. Nos trois enfants ont aussi embarqué dans nos aventures chacun à leur façon. En 1989 naissait Agro-Paix, un petit organisme de coopération internationale regroupant des gens de la région de Saint-Hyacinthe impliqués de près ou de loin en agriculture. Après 30 ans, le groupe s'essouffait un peu et il fallait lui trouver une énergie nouvelle. La rencontre avec le Fonds Solidarité Sud, il y trois ans, nous a permis de poursuivre nos objectifs :

a) apporter un financement-levier pour des projets structurants au Sud; b) travailler avec des partenaires du Nord qui sont en lien avec des partenaires du Sud car nous n'avons pas les ressources pour piloter directement des projets; c) pérenniser le financement en ne dépendant pas toujours des programmes gouvernementaux (on a vécu les coupures sous Steven Harper); d) être en réseau avec d'autres groupes pour alimenter notre réflexion sur l'évolution du contexte de coopération. Aussi, le FSS offrait une structure organisée et solide de collecte de fonds.

Nous avons donc formé une équipe régionale du FSS en Montérégie-Est et centré notre activité principale de levée de fonds par une vente de garage automnale qui récolte près de 5 000\$ annuellement.

Témoignage de Yves Laneuville, équipe Rive-Sud de Montréal



J'ai connu le Fonds de Solidarité Sud lors d'une rencontre au chalet Larose du lac Montjoie. J'ai tout de suite compris que ça m'intéressait, c'était la suite des engagements de mes années au Chili et du travail de solidarité internationale à mon retour au Québec en 1974. Au Chili des milliers de familles, sans lieu d'habitation, s'étaient emparés de terrains abandonnés et avaient exigé du gouvernement d'installer les infrastructures, l'eau, les toilettes et l'électricité. C'est grâce à la solidarité et l'organisation que ces problèmes vitaux ont été solutionnés. Dans le quartier où j'habitais et travaillais une grève puis l'occupation et finalement la reprise des activités sous la forme d'une coopérative, la Cooperativa de trabajo de la construcción (Cootralaco). Mais le tout se déroulait dans le contexte de l'arrivée d'un gouvernement progressiste, le gouvernement Allende (1970) renversé par un coup d'État militaire trois ans plus tard. Deux semaines après le coup d'État du général Pinochet, les militaires se sont pointés pour redonner l'usine à l'ancien patron, même si nous avions acheté l'usine légalement. Ma compagne Jeannette Pomerleau et moi avons alors dû nous réfugier à l'ambassade de Canada à Santiago...pour revenir au pays.

Témoignage d'André Goyette, responsable du comité de placement du Fonds et vice-président



J'ai souvent pensé que les mondes communautaire, syndical et coopératif étaient et sont porteurs de valeurs qui expliquent leur engagement dans le développement et la solidarité internationale. Cependant, compte tenu de mon cheminement professionnel, cet univers a toujours été pour moi, pour ainsi dire, une autre planète. J'ai donc dû faire mes classes et me familiariser avec un impressionnant maillage et réseautage d'organisations, d'associations, de mutuelles d'épargne et de crédit, de coopératives et de regroupements impliqués dans l'économie solidaire, le développement des collectivités et la solidarité internationale.

Mais la formule originelle qui a suscité un déclic pour le Fonds Solidarité Sud (FSS), a été cette volonté affirmée par le Fonds de ne pas être un pompier de l'humanitaire, mais l'architecte d'un développement durable, structurant et économiquement viable dans les pays du Sud. Et que le Fonds se veuille une organisation laïque, non politiquement partisane, accordant la priorité aux

femmes et aux jeunes, intervenant directement auprès des communautés/des collectivités perçues comme des partenaires et non pas des bénéficiaires, a fait que tout l'ADN du Fonds m'a séduit. S'en est suivie la création de l'équipe Rive-Sud de Montréal, le financement d'une police d'assurance-vie dont le Fonds est propriétaire et bénéficiaire, représentant un montant de plus de 60 000\$, que mon épouse et moi souhaitons être un capital différé très patient. Enfin, la mise en œuvre du FISIQ ouvre la porte, à ce que j'appelle la solidarité internationale 2.0, faite de projets de plus grande envergure.

Nous ont également témoigné de leur solidarité pour ce 10^e anniversaire les personnes suivantes : Matthieu Asselin, Yao Assogba, Normand Breault, Janvier Cliche, Gloria Fernandez, Évelyne Foy, Philippe Gaudet, Roger Lecours, René Lachapelle et Louise Beauchesne, Réjean Mathieu, Nathalie McSween, Gaston Michaud, Ernesto Molina, Suzie Robichaud, Marcelle Sinclair, Yves Vaillancourt, Constance Vautrin.

Des organisations nous ont également manifesté leur solidarité : l'UPA DI, SOCODEVI, la Caisse d'économie solidaire Desjardins, la Coopérative de café équitable Noula, l'AIFA (section québécoise de l'Association internationale francophone des aînés), l'AQANU, le GESQ et MCE Conseils de même que les Cuisines St-Roch.

Témoignages de ceux qui nous ont fait des legs testamentaires ou contribué à l'obtention de polices d'assurances-vie

*Développer la collecte de fonds est une entreprise de court, de moyen et de long terme qui exige une approche globale et intégrée de la collecte de fonds. **En tant qu'outil financier**, il faut croiser **trois interventions**: d'une part, **organiser des campagnes sur des projets** mais en évitant de s'y noyer; de l'autre, **développer une planification stratégique de moyen terme** (miser sur des dons majeurs réguliers) et finalement **miser sur le long terme** (tablir sur du capital différé). Ce qui veut dire concrètement mener une campagne annuelle sur des projets précis (l'approche « club des 100 ») tout en travaillant sur la dotation (l'approche par dons mensuels plus substantiels) et des dons différés (polices d'assurances-vie, legs testamentaires). Source : *Guide de levée de fonds* (2014) par Fabien Leboeuf et Louis Favreau, p.7.*

Plusieurs ont souscrit à cette idée de croiser trois interventions dont celle de la dotation de moyen et long terme, i.e. des legs testamentaires. Ils nous l'ont témoigné au cours de l'évènement et dans les semaines qui ont suivi. Tous et toutes souscrivent à la vision qu'exprime si bien la comédienne Danielle Proulx (67 ans) dans une entrevue récente accordée au journal *La Presse* :

**« Le legs, ce n'est pas juste de construire un pécule pour nos enfants, de leur laisser une maison ou un fonds de pension.
Le legs, c'est la planète, c'est la Terre. »**

Et pour nous la Terre c'est un peu beaucoup le Sud

**Six legs testamentaires nous ont été annoncés
dans la foulée de notre 10^e anniversaire**



Clément Mercier et Janvier Cliche, animateurs de l'équipe de l'Estrie
Clément Mercier de l'équipe de l'Estrie et sa famille nous font le legs d'une police d'assurance-vie de \$80 000. Le Fonds en est le bénéficiaire irrévocable.

Lucie Fréchette et **Louis Favreau** se sont également mis de la partie



Sylvie Brassard et **Louis Pilote** de l'équipe du Saguenay ont décidé de mettre le Fonds sur leur testament

Michel Leclerc de l'équipe de Québec l'a dit avec force dans son témoignage écrit et lu le 11 octobre.

Sylvie Beauregard et **Paul Langelier** de l'équipe Montérégie-Est ont également confirmé avoir inscrit le Fonds dans leur testament.

Au moment de produire cette publication nous avons appris que **Jean Ménard**, prêtre des Missions étrangères, venait de décéder et que le Fonds Solidarité Sud devenait son légataire universel (le montant sera annoncé plus tard lorsque toutes les procédures notariales seront closes).



En apprenant la mort de Jean tout en voyant une photo récente dans le message que nous avait fait parvenir son ami Yves Laneuville, photo où l'on voit Yvo, Jacques Boivin et Yves Vaillancourt avec Jean, cela m'a chamboulé. Sa mort me ramenait d'immenses souvenirs des années 1970. J'étais à l'époque coordonnateur du Centre de formation populaire (CFP). Cette photo est venue me chercher parce qu'elle nous emmenait dans une période remplie d'espoirs au Québec comme à l'international : la rencontre internationale des Chrétiens pour le socialisme en 1972 dans le Chili de Salvador Allende, puis au Québec dans les années du premier Front commun des syndicats de travailleurs et travailleuses du secteur public.

Dans la foulée de tout cela, une solidarité internationale nouvelle avait émergé avec Solidarité Québec Amérique latine (SQAL) dont je faisais partie tout comme Jean. Puis le coup d'État et, dans sa foulée, la naissance du Comité Québec Chili et l'arrivée d'une douzaine de Québécois.es forcés de s'exiler parce que fortement engagés dans l'avenir du mouvement populaire de ce pays. À sa façon et c'est ce qui compte ici, Jean, de près ou de loin, a toujours été très présent dans cette mouvance nouvelle de solidarité qui a laissé des traces jusqu'à aujourd'hui notamment de nous retrouver plusieurs de cette époque dont Jean, Yvo, Yves et Jacques au Fonds Solidarité Sud. Salut Jean! Et si c'est dans l'ordre du possible, Michel Chartrand que tu estimais beaucoup et qui te rejoignait dans sa manière d'être chrétien, te recevra à bras ouverts.

Louis Favreau, président du Fonds Solidarité Sud

3. Ce que sera demain (2020-2030) et ce que nous ferons de notre coopération internationale pendant cette décennie



Gérald Larose, André Goyette, Louis Favreau, André Beaudoin et Alain Plouffe

1. Dans quelle sorte de monde allons-nous vivre ? La décennie qui vient

À l'horizon de 2020-2030, en quelques phrases, nous aurons une planète plus peuplée, plus à risques de changements climatiques extrêmes, plus polluée, plus menacée en matière de sécurité alimentaire. Des millions de gens pourraient mourir ou avoir à se déplacer en devenant ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui des réfugiés climatiques. Et au rythme actuel, il est possible que nous ne puissions sauver l'Amazonie de même que de nombreuses villes côtières à travers le monde. **C'est la tendance principale.**

À l'horizon de 2020-2030, il y a aussi **une autre tendance**, sans doute minoritaire, d'initiatives citoyennes qui depuis 2 ou 3 décennies s'internationalisent de plus en plus. Initiatives qui par ailleurs voient émerger un projet de société qui prend forme depuis un bon moment dans des syndicats, dans le mouvement coopératif, dans le mouvement des femmes, dans des organisations paysannes, projet qui commencent à monter comme le « développement durable » a pu le faire dans plusieurs institutions internationales de l'ONU : un **New Deal** comparable à celui qui émergé au moment de la grande dépression des années 1930. La différence c'est qu'il serait **VERT**.

2. Quelle solidarité internationale à l'horizon de 2025, voire 2030 ?

Dans les pays du Sud, pays les plus mis à mal par le sous-développement et par des catastrophes naturelles récurrentes et des épisodes politiques particulièrement difficiles, les projets de sortie de crise et de développement se construisent **sur le temps long**. Or la tragique disproportion entre les ressources financières et humaines consacrées à des secours d'urgence et celles consacrées

au développement durable des communautés est désastreuse. C'est comme si ces pays étaient condamnés à réparer leurs dégâts en allant d'un secours d'urgence à l'autre.

Cependant, un certain nombre d'organisations répondent qu'il existe bel et bien des interventions de plus longue portée, celles qui appuient **l'action collective** de communautés travaillant à se doter d'organisations inscrites elles-mêmes dans la durée : des coopératives, des fédérations paysannes, des mutuelles d'épargne et de crédit, des associations de femmes, etc. Cette partie de l'aide internationale du Québec transformée en solidarité avec des organisations du Sud existe depuis un bon moment, mais elle est trop faible de moyens et trop investie dans de petits projets fortement ancrés dans le seul développement social. Elle n'a pas encore les moyens de ses ambitions et accuse un certain retard par rapport à ses homologues européens.

Un nouveau scénario est en construction, celui de miser sur des **économies de proximité** et une finance sociale fondée sur une **épargne solidaire**. Adossée au seul financement public (ou presque) pendant plusieurs décennies, cette coopération a subi un choc majeur sous la gouverne des conservateurs au début de la décennie 2010. Cette coopération de proximité a été forcée de se redéployer autrement tant sur le plan de son autonomie financière que dans ses priorités d'intervention.

La plupart des experts s'entendent pour dire que **l'agriculture familiale** de ces pays de même que **l'économie populaire des bidonvilles** sont des maillons stratégiques de développement. Cependant, ces communautés rurales ou urbaines sont privées d'activités suffisamment génératrices de revenus (agriculture, habitation, petit commerce de proximité), d'accès au crédit et d'accès à l'électricité à des prix raisonnables, de petites infrastructures économiques locales, d'accès à l'eau potable, etc., permettant de faire face à l'insécurité alimentaire et au changement climatique qui lui est associé. La mise à contribution d'une finance solidaire à la bonne hauteur et d'assises économiques locales adossées à un plan d'action pour une transition sociale et écologique font partie de l'équation d'avenir.

Plutôt que de miser uniquement sur le financement public, cette solidarité du Québec avec des pays du Sud est en train de se donner **des outils financiers collectifs** semblables à ceux que plusieurs mouvements sociaux d'ici au Québec se sont donnés au cours de leur histoire : fonds de travailleurs à l'initiative des syndicats ; coopératives d'épargne et de crédit; fonds destinés au développement des régions. Bref, une économie non capitaliste de marché, cheville ouvrière d'un développement économique lancé par les communautés elles-mêmes (Favreau et Fréchette 2019).

Dans la foulée, la solidarité Nord-Sud du Québec est amenée à se diriger vers le développement d'une économie faite de filières plus écologiques — énergies renouvelables, agriculture écologiquement intensive, aménagement durable des forêts, agriculture et habitat coopératif en milieu urbain. Dans le combat contre la pauvreté, tel qu'il est mené par les institutions internationales apparaissent aujourd'hui de bien maigres solutions. Dans nombre de pays du Sud, l'aide humanitaire occupe beaucoup trop la première place. Elle ne pense que les dégâts. Une solidarité adossée au développement d'économies de proximité est une autre manière de faire

désormais inscrite à l'agenda québécois. **Une solidarité économique favorisant la sécurité alimentaire, l'accès au crédit et la lutte contre la précarité énergétique.** C'est un choix politique : notre coopération sera-t-elle encore et surtout celle de pompiers de service ou plutôt celle d'architectes du développement ?

Extraits des interventions du panel du rendez-vous du 10^e anniversaire



Alain Plouffe, SOCODEVI

Sur le plan mondial, les changements climatiques vont continuer de s'accroître...et la poursuite de la croissance des inégalités de revenus et de partage des actifs... On observe aussi une sorte de balkanisation des causes sociales : certains militent contre le racisme, contre la consommation de viande, contre l'exclusion basée sur le genre, pour la laïcité, pour les droits des peuples autochtones, etc. L'ensemble de ces causes semblent souvent plus diviser qu'unir les participants.

Nos défis :

*La coopération est souvent perçue comme inefficace, incapable de sortir les plus pauvres de la pauvreté... à prévenir les migrations massives, les conflits autour des sources d'eau, l'émergence de groupements radicaux qui s'alimentent sur le désespoir des exclus... **Conclusion** : lutter contre ce scepticisme en investissant nos efforts là où il y a un maximum d'impact; apprendre à travailler entre nous à plusieurs OCI; travailler à fédérer les organisations soutenues. **Défi majeur** : la production alimentaire. Ce sont les paysans qui vivent d'économies de subsistance et écopent le plus des changements climatiques. Favoriser des activités génératrices de meilleurs revenus.*



Gérald Larose, Caisse d'économie solidaire et Forum international d'économie sociale et solidaire

Nous sommes au bout du rouleau du néolibéralisme et sommes assis sur une bombe, celle du gouvernement américain (Trump et les Républicains). Nous allons probablement vers une crise d'une ampleur insoupçonnée (isolationnisme USA, déploiement de la Chine...), le tout dans un contexte de dérèglement climatique.

Nos défis :

- 1) Avec le FISIQ, nous sommes sur la bonne voie. Notre coopération doit s'autonomiser et nos partenaires du Sud sortir de leur trop grande dépendance
- 2) La nouvelle coopération internationale solidaire nous démarque de l'aide humanitaire : il faut élargir le débat à cet effet

- 3) Dans la séquence Urgence-Reconstruction-Développement, ce n'est pas l'urgence qui est urgente mais la construction pérenne dans le développement
- 4) Protéger le noyau dur de l'ÉSS en ne la confondant pas avec la responsabilité sociale des entreprises. Les entreprises collectives sont des initiatives de démocratie économique et de propriété collective. Et son écosystème est en liaison étroite avec des mouvements sociaux comme en témoigne l'expérience du Québec

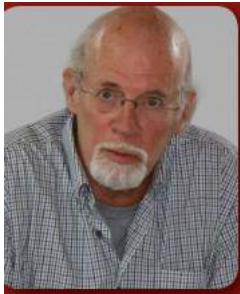


André Beaudoin, UPA DI

Dans les pays du Sud la question climatique est plus dommageable en milieu rural. Et le terrorisme, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest où nous sommes, beaucoup plus présent dans ce milieu, ce qui met à risque la production alimentaire. Résultat, les réfugiés et l'humanitaire ont explosé.

Nos défis :

- 1) Avec le FISIQ, nous sortons des sentiers battus, nous avons un montage unique : OCI, fonds de travailleurs et État
- 2) Avec le FISIQ, c'est l'épargne d'ici, offrant des produits différenciés dans le cadre de relations d'affaires d'égal à égal
- 3) Avec le FISIQ, nous pouvons modifier le rapport de force du développement par rapport aux institutions financières traditionnelles : viabilité économique ET finalité sociale, capital patient à la bonne hauteur.



Louis Favreau, FSS

Il y a un monde qui se défait (La maison brûle de Naomi Klein) mais aussi un monde qui se refait (Un million de révolutions tranquilles de Bénédicte Manier). Et un projet commun à ces milliers d'initiatives citoyennes qui prend forme, un New Deal vert. Avec des pactes de transition écologique en voie de formation dans tous les secteurs.

Nos défis :

- 1) Le soutien à des économies de proximité : l'histoire socio-économique du Québec a bien démontré la nécessité de celles-ci
- 2) Des dossiers stratégiques à faire avancer sur le terrain économique : **accès au crédit** (des caisses populaires et des banques communautaires), **accès à une**

énergie propre (des micro-réseaux décentralisées d'énergie solaire par ex.), **accès à l'emploi de jeunes et à la propriété des femmes, agriculture durable** (agroécologie et agroforesterie)

- 3) Là où les efforts doivent se déployer : a) le rôle capital de l'agriculture dans des pays où le monde rural est majoritaire; b) dans les bidonvilles où l'économie populaire y joue un rôle déterminant.

3. Quelle solidarité internationale pour le Fonds Solidarité Sud à l'horizon de 2025 ?

Dans un tel contexte, celui d'une décennie qui sera très loin d'être un fleuve tranquille, quelles vont être nos priorités des 5 prochaines années, comme organisation en développement constant au Québec et comme partenaires d'organisations du Sud ?

Un plan de développement et une planification financière stratégique s'imposent pour la période 2020-2025. Que ferons-nous du Fonds au cours des cinq prochaines années ? Qu'est-ce qui comptera le plus dans ce que nous allons faire au cours de ces cinq ans ?

Ce sera le sujet principal de notre prochain rendez-vous annuel. Nos équipes régionales, notre conseil d'administration et notre assemblée générale seront sur un pied d'alerte à cet effet dans les derniers six mois de l'année 2020.



**Urgence écologique : que pouvons-nous faire ?
Miser sur l'organisation des communautés**

ANNEXE

SIGNIFICATION DES SIGLES UTILISÉS DANS CE CAHIER

1. **ACI** : Alliance coopérative internationale
2. **AQANU** : Association québécoise pour l'avancement des Nations-Unies
3. **AQOCI** : Association québécoise des organismes de coopération internationale
4. **CJE** : Carrefour Jeunesse Emploi (Qc)
5. **CNUCED** : Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
6. **CRDC** : Chaire de recherche en développement des collectivités (UQO)
7. **ESS Forum international** : Forum international de l'économie sociale et solidaire
8. **FISIQ** : Fonds d'investissement solidaire international du Québec
9. **FSS** : Fonds Solidarité Sud
10. **GESQ** : Groupe d'économie solidaire du Québec
11. **GIEC** : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (ONU)
12. **INAISE** : Association internationale des investisseurs dans l'économie sociale
13. **MRIFQ** : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (Qc)
14. **OCI** : Organisme de coopération internationale
15. **ONU** : Organisation des nations unies
16. **PIB** : Produit intérieur brut
17. **SOCODEVI** : Société de coopération pour le développement international (Qc)
18. **SUCO** : Solidarité, Union, Coopération (Qc)
19. **UGPM** : Union des groupements paysans de Meckhé (Sénégal)
20. **UPA DI** : Union des producteurs agricoles – Développement international (Qc)

MERCI à tous nos partenaires et collaborateurs de longue date



Rédaction et montage : Louis Favreau et André Goyette, mars 2020